

Corse infos



Corse, Sardaigne, les îles jumelles contre-attaquent

Le président de l'Exécutif Gilles Simeoni et son homologue sarde, Francesco Pigliaru, ont jeté l'ancre, hier à Ajaccio, d'un pacte encré noir sur blanc. Un front commun pour faire front. Avec les Baléares à l'horizon



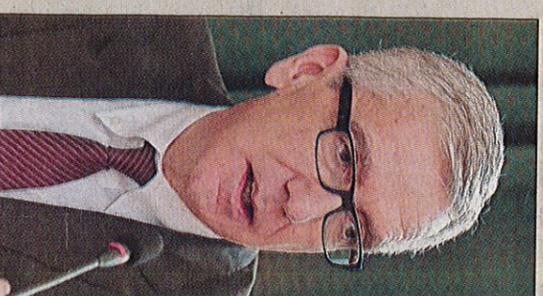
Deux présidents, Gilles Simeoni et Francesco Pigliaru. Deux îles qui veulent se faire entendre de l'Europe.

/PHOTOS MICHEL LUCCIONI

Francesco Pigliaru : "Des Corses crédibles"

"Bien sûr que l'union fait la force ! Et cela pour une raison simple, le monde dans sa globalité est fait de grands et de petits. Et lorsque l'on est petit, c'est un réel désavantage, on n'est pas visible, on ne peut réaliser des économies d'échelle. La réunion d'aujourd'hui a permis de franchir un pas de plus dans la construction, avec des équipes techniques corse et sardes qui ont pu commencer à travailler ensemble". Le président de la région autonome de Sardaigne attribue-t-il cette avancée à l'arrivée de la mandature nationaliste aux responsabilités ? "Je ne sais pas. Je constate seulement qu'il s'agit d'une équipe dynamique et saine, sérieuse aussi. C'est la base pour aboutir à un accord de coopération et pour se présenter devant l'Europe de manière crédible".

L'Europe, Francesco Pigliaru en a une notion précise, lui qui, depuis un an et demi, fait partie du comité des régions représentant 350 territoires européens. "J'espère que Gilles Simeoni y rentrera lui aussi,



Francesco Pigliaru : "Nous avons franchi un pas important".

c'est une belle opportunité à saisir. La Corse mérite d'y avoir sa place. Lorsque l'on fait partie de ce comité, l'on se rend compte combien il est important d'être politiquement présent à Bruxelles".

A.-C.C.

De la notion de communauté de destin à la notion de communauté d'avenir, il n'y a parfois que quelques kilomètres. Surtout en Méditerranée où, finalement, les distances s'abolissent sitôt les rapprochements envisagés.

C'est cette philosophie qui a présidé, hier, à la signature d'un pacte Corse-Sardaigne dont les bases avaient été jetées il y a trois semaines, à Cagliari. En accueillant à l'hôtel de Région, une délégation sarde emmenée par Francesco Pigliaru, le président de la région autonome de Sardaigne, les îles jumelles ont réaffirmé leur volonté réciproque de commencer à travailler très vite. Du coup, ce n'est pas seulement sur le terrain du protocole que l'on a voulu se serrer. Mais aussi sur celui des opérations.

"On est ici comme à la maison", s'était exclamé Gilles Simeoni à son arrivée en Sardaigne. Appa-

remment, Francesco Pigliaru s'est, lui aussi, senti, chez lui, hier matin, en pénétrant dans le hall d'honneur de la CTC. Pas le temps de s'attarder, une matinée de travail attend les deux présidents et leurs conseillers respectifs, exécutifs pour la Corse, *assessori* pour la Sardaigne. À la clé, trois tables rondes : relations institutionnelles, transports, la dernière en forme de pack comprenant l'environnement, l'hydraulique, l'urbanisme et la planification ainsi que l'énergie.

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

Et inversement, une preuve de construction face à Bruxelles qui demande de plus en plus de garanties. À deux ou trois, l'union fait davantage la force. Économiquement ensuite, les "seurs jumelles" peuvent indéniablement envisager de s'appuyer l'une sur l'autre en termes d'expériences. Notamment, sur le volet institutionnel. La démarche de la Sardaigne visant à faire adopter un statut de zone franche et à sortir du territoire douanier de l'Union européenne en se fondant sur l'article 174 du traité de Lisbonne, ne peut que résonner à l'oreille des Corses.

Géostratégie de l'union
Pour chaque domaine de compétences, un objectif : étudier les pistes de réflexion communes aux deux îles. Deux îles au tempérament et aux caractéristiques très comparables, territoires peu peuplés, montagneux, dont l'activité économique est très dépendante du tourisme estival. Mais avec des dif-

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

ANNE-C. CHABANON

Corse infos



Corse, Sardaigne, les îles jumelles contre-attaquent

Le président de l'Exécutif Gilles Simeoni et son homologue sarde, Francesco Pigliaru, ont jeté l'ancre, hier à Ajaccio, d'un pacte encré noir sur blanc. Un front commun pour faire front. Avec les Baléares à l'horizon



Deux présidents, Gilles Simeoni et Francesco Pigliaru. Deux îles qui veulent se faire entendre de l'Europe.

/PHOTOS MICHEL LUCCIONI

Francesco Pigliaru : "Des Corses crédibles"

"Bien sûr que l'union fait la force ! Et cela pour une raison simple, le monde dans sa globalité est fait de grands et de petits. Et lorsque l'on est petit, c'est un réel désavantage, on n'est pas visible, on ne peut réaliser des économies d'échelle. La réunion d'aujourd'hui a permis de franchir un pas de plus dans la construction, avec des équipes techniques corse et sardes qui ont pu commencer à travailler ensemble". Le président de la région autonome de Sardaigne attribue-t-il cette avancée à l'arrivée de la mandature nationaliste aux responsabilités ? "Je ne sais pas. Je constate seulement qu'il s'agit d'une équipe dynamique et sincère, sérieuse aussi. C'est la base pour aboutir à un accord de coopération et pour se présenter devant l'Europe de manière crédible".

L'Europe, Francesco Pigliaru en a une notion précise, lui qui, depuis un an et demi, fait partie du comité des régions représentant 350 territoires européens. "J'espère que Gilles Simeoni y rentrera lui aussi,



Francesco Pigliaru : "Nous avons franchi un pas important".

c'est une belle opportunité à saisir. La Corse mérite d'y avoir sa place. Lorsque l'on fait partie de ce comité, l'on se rend compte combien il est important d'être politiquement présent à Bruxelles".

A.-C.C.

De la notion de communauté de destin à la notion de communauté d'avenir, il n'y a parfois que quelques kilomètres. Surtout en Méditerranée où, finalement, les distances s'abolissent sitôt les rapprochements envisagés.

C'est cette philosophie qui a présidé, hier, à la signature d'un pacte Corse-Sardaigne dont les bases avaient été jetées il y a trois semaines, à Cagliari. En accueillant à l'hôtel de Région, une délégation sarde emmenée par Francesco Pigliaru, le président de la région autonome de Sardaigne, les îles jumelles ont réaffirmé leur volonté réciproque de commencer à travailler très vite. Du coup, ce n'est pas seulement sur le terrain du protocole que l'on a voulu se serrer. Mais aussi sur celui des opérations.

"On est ici comme à la maison", s'était exclamé Gilles Simeoni à son arrivée en Sardaigne. Appa-

remment, Francesco Pigliaru s'est, lui aussi, senti, chez lui, hier matin, en pénétrant dans le hall d'honneur de la CTC.

Géostratégie de l'union

Pour chaque domaine de compétences, un objectif : étudier les pistes de réflexion communes aux deux îles. Deux îles au tempérament et aux caractéristiques très comparables, territoires peu peuplés, montagneux, dont l'activité économique est très dépendante du tourisme estival. Mais avec des dif-

férences, malgré tout, 320 000 habitants pour la Corse, 1,8 million pour la Sardaigne, 7 milliards de budget pour la Sardaigne, et dix fois moins, 700 millions euros pour la Corse. Un PIB de 30 milliards d'euros pour la Sardaigne, et de 8,5 milliards pour la Corse. Une main tendue inter-îles, et après ? Les grilles de lecture sont plurielles.

Politiquement, d'abord. La mandature amorce la pompe d'une dynamique. Et rappelle la couleur annoncée comme une priorité durant la campagne, "renforcer le rayonnement extérieur de la Corse et la coopération en Méditerranée".

En choisissant de réaliser une union géostratégique, l'Exécutif de Corse acte ainsi sa première empreinte moulée aux orientations déclinées en amont de la victoire.

Au-delà, c'est aussi un pied de nez à Paris qui utilise la langue des signes, mais sans signaux

Et inversement, une preuve de construction face à Bruxelles qui demande de plus en plus de garanties. A deux ou trois, l'union fait davantage la force. Économiquement ensuite, les "seurs jumelles" peuvent indéniablement envisager de s'appuyer l'une sur l'autre en termes d'expériences. Notamment, sur le volet institutionnel. La démarche de la Sardaigne visant à faire adopter un statut de zone franche et à sortir du territoire douanier de l'Union européenne en se fondant sur l'article 174 du traité de Lisbonne, ne peut que résonner à l'oreille des Corses.

De même que la requête adressée en février 2013 à la commission européenne en vue de la reconnaissance d'un statut propre aux îles. Dans le domaine des transports, coopérer c'est également pouvoir envisager un développement multijonctions au cœur de la Méditerranée. Tant maritime qu'aérien.

Écrire, mais aussi traduire

"La déclaration d'intention que nous avons signée sera notre feuille de route opérationnelle avec une concertation étroite entre les deux exécutifs", a posé Gilles Simeoni. Ensuite, des propositions reviendront devant chacune de nos assemblées respectives qu'il appartiendra de faire valider. Désormais, nous avons identifié les dossiers prioritaires : transports, fiscalité, degré d'autonomie politique, innovation, formation, gestion des ressources naturelles, complémentarité entre nos économies. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans une logique de dépendance. Même si nous sommes des îles périphériques, nous ne demandons pas l'aumône. Notre vœu, c'est constituer une Corse et une Sardaigne émancipées

ANNE-C. CHABANON